



Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Loudéac communauté Bretagne centre (22)

L'intercommunalité en soutien aux dynamiques de commerces de centre-bourg

La nouvelle intercommunalité a repris la mission d'accompagnement et d'ingénierie pour soutenir le commerce local qui pré-existait de façon différenciée avant la fusion. Une aide précieuse tant pour les élus que pour les commerçants.

Loudéac Communauté Bretagne Centre (LCBC) est issue de la fusion des communautés de communes de la CIDERAL et de Hardouinai-Mené ainsi que des communes nouvelles Le Mené et Guerlédan. Ce nouveau territoire, « le plus étendu des Côtes d'armor », regroupe ainsi 52 000 habitants sur 42 communes.

➤ Accompagner le commerce

Le « développement économique », compétence obligatoire des intercommunalités, intègre une nouvelle prérogative intitulée « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ». En avril 2017, LCBC a ainsi interrogé l'ensemble des municipalités, via un questionnaire, sur les compétences qu'elles souhaitaient déléguer à l'intercommunalité. Une fois la synthèse effectuée, il a été convenu que l'échelon communautaire était le plus approprié pour porter :

- Les opérations de sauvegarde du dernier commerce (achat des murs et du matériel, mise en gérance), qui pré-existait sur la CIDERAL,
- La mise en place d'une ingénierie dédiée, qui pré-existait sur Hardouinai-Mené,
- L'accompagnement à la création et l'extension de commerce.

L'échelle communale a été jugée plus pertinente pour l'animation commerciale essentiellement. « A l'époque, on a plutôt conservé et étendu les compétences existantes



Deux bancs connectés, co-financés par la commune et l'intercommunalité, ont été mis en place dans le bourg. On peut y recharger son téléphone et accéder à la wi-fi gratuitement.

sur les deux EPCI » indique Eric Robin, vice-Président et maire de Merdrignac.

➤ Une ingénierie

« Nous avons décidé d'investir sur des collaborateurs qui travaillent sur le commerce de proximité » appuie Eric Robin. « L'objectif est d'avoir un interlocuteur unique qui réponde à toutes les questions du commerce de proximité ». La communauté a ainsi recruté une agent, Charlène Huby, diplômée d'un Master en développement économique. Dans les faits, son intervention peut concerner :

- les élus communaux, dans le cadre de leurs démarches de redynamisation des centres-bourgs ou lorsqu'ils craignent ou subissent la ferme-

Une marque collective



Le projet Merdrignac comprend la création d'une marque "A deux pas de chez vous" pour inciter à fréquenter les commerces locaux. « Si cela fonctionne, elle pourra être déployée sur d'autres communes de l'EPCI » indique Eric Robin. En parallèle, une signalétique permettant d'identifier « la galerie commerciale à ciel ouvert » va être mise en place. ■

ture d'un commerce. « Charlène a été voir l'ensemble des maires. Aujourd'hui ils la contactent directement »

- les propriétaires de commerces inoccupés : « pour les aider à réaliser une annonce, les conseiller sur des travaux d'amélioration, sur l'accessibilité, discuter le montant du loyer... »

- les commerçants eux-mêmes, notamment « en accompagnement du dispositif 'Pass Commerce et artisanat' mis en place depuis octobre 2017 » ou « sur la mise en place d'une 'boutique-test' ».

➤ Les aides financières

En plus de l'ingénierie, l'EPCI propose deux types d'aides financières :

- L'aide à l'immobilier pour des investissements supérieurs à 20 000 € HT (installation d'entreprise, extension ou aménagement intérieur). L'EPCI prend à sa charge 30% des dépenses éligibles dans la limite de 100 000 € HT.

- Le Pass commerce et artisanat, co-financé par l'EPCI et la Région Bretagne, qui prend à sa charge 30% du montant des dépenses éligibles (études stratégiques, équipements, accessibilité, travaux...) dans la limite d'un montant total de dépenses de 25 000 € HT.

➤ Une 1ère opération

Initié par l'ancienne intercommuna-

“ Pour nous, s'entourer d'un personnel compétent constitue un investissement et non une charge ”



Eric Robin, Vice-Président

lité d'Hardouinai-Mené (CCHM) un des premiers projets a concerné la création d'un dossier FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) pour la commune de Merdrignac. A la clé, 93 000 € d'aides du FISAC, sur un budget global de 540 000 € qui incluait une étude de revitalisation des cœurs de bourg de l'ancienne CCHM. « A l'époque, l'ensemble des maires étaient allés voir la dynamique commerciale mise en œuvre sur Saint-Sauveur-des-Landes (50) et en étaient ressortis convaincus » se souvient Eric Robin. D'où l'idée de reprendre à Merdrignac le concept de « galerie commerciale à ciel ouvert » avec une série d'actions telles que :

- la conception d'une marque locale « A deux pas de chez vous », l'adhésion au label « Village étape » et le renforcement de l'union des commerçants (création d'une page facebook, d'une application mobile, d'une carte de fidélité unique, ...),

- l'accompagnement d'une boutique test, le développement du marché, le soutien aux investissements des commerçants, la création d'une charte « devantures et façades commerciales », la promotion des artisans du bâtiment qui font une offre d'éco-rénovation,

- la création d'une signalétique commune, la mise en place de deux bancs connectés, le déploiement du wi-fi, le développement d'animations... dans le cœur commerçant

➤ L'articulation EPCI-commune

« Sans l'EPCI, nous ne serions jamais arrivé à monter un tel dossier puis à piloter sa mise en œuvre » estime Eric Robin. De fait, si le projet global - qui a démarré en 2018 - est co-piloté par LCBC, la ville de Merdrignac et l'Union des commerçants, Charlène Huby coordonne et anime la quasi-totalité des actions à l'instar de la mise en place d'une 'boutique test' qui permettra à une personne initiant un projet de commerce de tester sa faisabilité grâce à un local à tarif réduit et l'appui de l'EPCI et de ses partenaires.

➤ Un lien avec le futur PLUi ?

La communauté travaille en parallèle sur son PLUi. « Pour le moment, les débats n'ont pas été engagés sur l'équilibre à trouver entre le développement des zones commerciales et la volonté de soutenir le commerce en centre-bourg » conclut Eric Robin.

➤ Le budget

Ingénierie : 38 000 €/an.

Pass commerce : 70 000 €/an

Aide à l'immobilier : 2,4 M€/an ■



En cœur de bourg, une 'boutique test' devrait prochainement permettre à un porteur de projet d'initier un projet de commerce

CONTACTS :

Eric Robin, Vice-Président et Charlène Huby, chargée de mission
Tél : 02 96 66 09 09 / c.huby@loudeac-communauté.bzh

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :

